

un nombre suffisant d'observateurs. Nous avons besoin de beaucoup plus de renseignements que ceux que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a fournis au sujet de la réaction. En quoi consiste vraiment les propositions soumises? Comment sont-elles accueillies? Que fait-on vraiment? Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures nous a tout simplement affirmé, en termes généraux, que le gouvernement du Canada entend prendre certaines initiatives. Nous voulons savoir ce qui se passe. Nous voulons des actes et non seulement des propos édi-fiants.

A l'issue des commentaires relatifs à la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je vais demander le consentement unanime de la Chambre pour que celle-ci adopte un ordre afin d'instruire le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale sur une surveillance continue du programme gouvernemental.

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, il est à présent devenu évident que les opérations militaires au Nigéria et au Biafra tirent à leur fin mais cela ne veut pas nécessairement dire que l'immense tragédie qui s'y est déroulée ne peut s'aggraver ni se poursuivre si on ne prend des mesures d'urgence immédiates en quelques heures. Je tiens à appuyer le chef de l'opposition (M. Stanfield) qui a dit qu'il s'agissait non pas de jours ni de semaines mais d'heures. Il faut faire quelque chose tout de suite.

• (2.20 p.m.)

Les moyens actuels permettant de nourrir quatre millions de gens par pont aérien dans ce malheureux pays sont forcément désorganisés pour le moment. Bien des gens sont dans une situation critique, ils risquent de mourir de faim. Dans ces conditions, il faudra lancer une entreprise internationale d'envergure et à longue échéance, mais aussi employer les services existants que fournissent ceux qui sont déjà là-bas—ceux qui tiennent des centres de ravitaillement—à courte échéance, d'ici un jour ou deux. Je signale au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qu'une action immédiate s'impose maintenant plus que jamais.

Je veux rendre hommage à ce peuple vaillant qui a lutté avec acharnement pour son indépendance et sa survie, telles qu'il les voyait, en dépit d'énormes difficultés. Je rends hommage à tous ceux qui ont conçu, exécuté et appliqué les magnifiques opérations aériennes marquées d'ingéniosité et d'héroïsme qui,

je l'ai dit tantôt, ont empêché huit millions de personnes de mourir de faim malgré d'immenses risques et difficultés. Je veux parler des vols entrepris par la Joint Church Aid et, au début, par la Croix-Rouge internationale.

La nouvelle situation, me semble-t-il, impose de lourdes obligations à la communauté internationale, qui a laissé cette situation se produire. Il est indispensable non seulement d'avoir une équipe accrue d'observateurs militaires, mais cette équipe devrait être sensiblement augmentée et n'être pas composée uniquement de militaires; il incombe à la communauté internationale d'assurer que le génocide que l'on craint ne devienne pas un des événements tragiques de la présente génération.

Il est également nécessaire à longue échéance d'établir un commandement international qui pourrait intervenir même dans les guerres civiles pour préserver les droits et les vies humaines. Nous ne pouvons pas nous permettre en ce monde d'être témoins de tragédies comme celle du Biafra.

Monsieur l'Orateur, étant donné le nombre important de questions qui se posent en dépit de la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et la grande préoccupation des Canadiens, j'appuierai, le moment venu, la motion réclamant que cette affaire soit débattue plus tard aujourd'hui.

[Français]

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur l'Orateur, nous avons vécu, au début de 1970, des heures tragiques, des jours de deuil. Le Ralliement créditiste appelle depuis deux ans l'attention du gouvernement sur les problèmes du Biafra et du Nigeria.

Nous constatons, en entendant la déclaration du ministre, que le gouvernement peut agir rapidement quand il le veut. Il est regrettable qu'on n'ait pas pris cette mesure, sans aucune considération politique, en vue d'empêcher les Biafrais et les Nigériens de mourir de faim. Le génocide du Biafra est une chose réellement regrettable.

Nous ne pouvons concevoir que le Canada ne soit pas intervenu avant aujourd'hui. Je crois que l'appât du gain l'a emporté sur la charité chrétienne. Il est regrettable que les pressions visant à empêcher l'Angleterre de vendre des armes au Nigeria n'aient pas porté fruit. Dans le passé, notre pays a rendu d'immenses services à ce pays, et des pressions plus fortes de notre part auraient sans aucun doute été efficaces.

Enfin, puisque le drame est maintenant terminé, je proposerais au secrétaire d'État aux